

Mots clés pour comprendre la CHINE

Xia Hewen



Editions en Langues étrangères

**Mots clés
pour comprendre
la Chine**

Xia Hewen



Editions en Langues étrangères

Première édition 2008

Traduction : Zhang Yuyuan, Wang Mo

Correction : Jacques Moriceau

Révision : Gong Jieshi

ISBN 978-7-119-05348-6

Tous droits réservés pour tous pays

Editions en Langues étrangères

24, Bai Wan Zhuang

100037 Beijing, Chine

<http://www.flp.com.cn>

Distributeur : Société chinoise du

Commerce international du Livre

35, Che Gong Zhuang Xi Lu

100044 Beijing, Chine

Imprimé en République populaire de Chine

Avant-propos

Depuis ces dix dernières années, la Chine maintient une croissance économique continue et relativement rapide. Le marché chinois dispose d'un potentiel énorme.

Avec le développement en profondeur de la mondialisation, le nombre d'entreprises à capitaux étrangers qui viennent investir en Chine augmente sans cesse. Leur démarche de mise en œuvre d'une stratégie marketing et de la localisation se développe sans cesse. Compte tenu de leur stratégie tous azimuts en Chine, les entreprises à investissement étranger doivent bien connaître la situation présente de la Chine et renforcer la compréhension mutuelle avec le partenaire de coopération chinois. On peut dire que cela concerne directement la réussite ou l'échec de leurs affaires.

Ce livre rassemble plus de 200 mots clés qui reflètent la Chine d'aujourd'hui au niveau des domaines politique, économique, social, culturel, scientifique et technique et de protection de l'environnement. Chaque mot clé constitue une information détaillée et sûre. A travers ces mots clés, on peut connaître non seulement la société chinoise d'aujourd'hui, mais se renseigner aussi sur le développement futur de l'économie chinoise. Cela aidera probablement les entrepreneurs à ouvrir un nouveau champ d'action et à réaliser une œuvre grandiose en Chine.

政治

La politique

改革开放

La réforme et l'ouverture sur l'extérieur

La réforme et l'ouverture de la Chine ont été initialisées fin 1978 après la troisième session plénière du Comité central issu du XI^e Congrès du Parti communiste chinois. Elles sont passées de la réforme rurale à la réforme urbaine, de la réforme du système économique à la réforme du système dans tous les autres domaines, de la réactivation de l'économie à l'intérieur à l'ouverture sur l'extérieur. La réforme et l'ouverture sur l'extérieur constituent aujourd'hui la politique fondamentale de la Chine.

En 1979, la réforme a débuté tout d'abord dans les régions rurales, modifiant le système de la commune populaire et appliquant le système de responsabilité forfaitaire liée à la production familiale. Ainsi, les paysans ont pris en main le droit d'exploitation des terres, organisé de façon rationnelle leurs travaux agricoles et disposé des produits agricoles à leur guise. En 1984, la réforme urbaine a commencé. Le pouvoir de décision des entreprises s'est élargi sans cesse. Les fonctions du gouvernement en matière de gestion économique ont été transformées. Dans le même temps, les réformes politique, culturelle, technico-scientifique et éducationnelle ont été respectivement entreprises. Après une douzaine d'années de réforme, la Chine a défini, en 1992, l'établissement d'un système d'économie de marché socialiste qui fixe l'orientation de la réforme. Conformément aux plans prévus, le système d'économie de marché socialiste sera complété en Chine en 2010 et perfectionné en 2020.

Tout en entreprenant une réforme dans les villes et à la campagne, la Chine s'est mise à appliquer de façon planifiée et méthodique une politique d'ouverture sur l'exté-

rieur. A partir de 1980, cinq zones économiques spéciales ont été créées successivement dans les régions suivantes : Shenzhen, Zhuhai et Shantou au Guangdong, Xiamen au Fujian et la province de Hainan. En 1984, la Chine a ouvert sur l'extérieur, en outre, 14 villes côtières qui sont Dalian, Qinhuangdao, Tianjin, Yantai, Qingdao, Lianyungang, Nantong, Shanghai, Ningbo, Wenzhou, Fuzhou, Guangzhou, Zhanjiang et Beihai. Depuis 1985, les deltas du Changjiang et du Zhujiang, le triangle du Fujian du Sud, les péninsules du Shandong et du Liaodong, le Hebei et le Guangxi ont été successivement ouverts en tant que zones d'exploitation économique, formant ainsi une bande d'ouverture économique côtière. En 1990, le gouvernement chinois a décidé d'ouvrir et de mettre en valeur la nouvelle zone de Pudong à Shanghai, ainsi qu'un certain nombre de villes riveraines du Changjiang, de telle sorte que la zone d'ouverture du Changjiang a pris forme, avec Pudong comme tête de pont. Depuis 1992, un certain nombre de villes frontalières et tous les chefs-lieux de province et de région autonome de l'intérieur du pays ont également été autorisés à s'ouvrir vers l'extérieur ; 15 zones franches, 54 zones d'exploitation économique et technique de niveau national et 53 zones d'exploitation des hautes et nouvelles technologies au niveau national ont été mises sur pied dans certaines villes de grande et moyenne importance. C'est ainsi que s'est réalisée en Chine la mise en œuvre de la politique d'ouverture sur l'extérieur tous azimuts, à différents niveaux et dans de larges zones, s'étendant sur des régions côtières, riveraines, frontalières et intérieures. Ces régions ouvertes vers l'extérieur, du fait qu'elles jouissent de différentes politiques préférentielles, tirent parti du développement d'une économie orientée vers l'exportation, de l'apport de devises étrangères, de

l'introduction de techniques avancées, du rôle de fenêtre et de rayonnement vers l'intérieur du pays.

两会

L'Assemblée populaire nationale et la Conférence consultative politique du Peuple chinois

L'Assemblée populaire nationale et le Comité national de la Conférence consultative politique du Peuple chinois sont élus pour un mandat de 5 ans. Ils se réunissent une fois par an. En général, leur session est organisée durant le premier trimestre.

L'Assemblée populaire nationale est l'organe suprême du pouvoir de l'Etat. Elle regroupe des représentants venant des provinces, des régions autonomes, des municipalités relevant directement de l'autorité centrale, des régions administratives spéciales et des armées. Elle exerce le pouvoir législatif du pays, en prenant des décisions sur les questions importantes concernant la vie politique du pays. Ses pouvoirs principaux sont les suivants : amender la Constitution et exercer le contrôle sur l'application de la Constitution ; élaborer et réviser les lois pénales et civiles, les lois concernant les organes d'Etat et les autres lois fondamentales ; examiner et ratifier le plan de développement de l'économie nationale et de la société ainsi que le rapport sur l'application de ce plan ; examiner et ratifier le projet de budget de l'Etat et le rapport sur l'application de ce budget ; approuver la fondation des provinces, des régions autonomes et des municipalités relevant directement de l'autorité centrale ; décider la création des régions administratives spéciales et leurs systèmes ; décider des questions concernant la guerre et la

paix ; élire et nommer les dirigeants de l'organe suprême d'Etat, c'est-à-dire élire les membres du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, élire le président et le vice-président de l'Etat, nommer le Premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat et les autres membres de ce conseil ; élire le président de la Commission militaire centrale et décider du choix des autres membres de cette commission ; élire le président de la Cour populaire suprême et le procureur général du Parquet populaire suprême. L'Assemblée populaire nationale a le droit de démettre de leurs fonctions toutes les personnes mentionnées plus haut. Dans l'intervalle des sessions de l'Assemblée populaire nationale, c'est le Comité permanent, organe permanent de l'Assemblée populaire nationale, qui exerce le pouvoir suprême de l'Etat.

La Conférence consultative politique du Peuple chinois n'est ni un organisme étatique relevant de l'appareil

Le 5 mars 2007, inauguration à Beijing de la 5^e session de la X^e Assemblée populaire nationale.



d'Etat, ni un groupement populaire ordinaire, mais une organisation du front uni patriotique. Son comité national est composé de représentants du Parti communiste chinois, des partis et groupements démocratiques, de personnalités sans-parti, de membres des organisations populaires, de représentants des minorités ethniques et des différents milieux, de compatriotes de Taiwan, de Hongkong et de Macao, et de ressortissants chinois rentrés au pays, ainsi que d'invités particuliers. Tout en participant à la session plénière du comité national, les membres de la Conférence consultative politique du Peuple chinois sont également invités à assister à la session de l'Assemblée populaire nationale pour remplir leurs devoirs de consultation politique, de supervision démocratique, de participation et de délibération dans les affaires de l'Etat. Dans l'intervalle des sessions, ils participent à des activités spécifiques, procèdent à des tournées d'inspection dans l'ensemble du pays, prennent part à des discussions et avancent leurs points de vue, propositions ou critiques sur les principaux problèmes politiques du pays, les affaires locales importantes, la vie quotidienne de la population et le front uni. Ils exercent un contrôle démocratique sur le travail des divers organes de l'appareil d'Etat et veillent à l'application de la Constitution et de la loi.

人民代表大会制度

Le système d'assemblée populaire

En Chine, tous les pouvoirs appartiennent au peuple. Les organes à travers lesquels celui-ci exerce ces pouvoirs d'Etat sont l'Assemblée populaire nationale et les assem-

blées populaires locales à différents échelons. C'est pourquoi le système d'assemblée populaire est devenu le système politique de base et possède des caractéristiques essentielles : doté d'une large représentativité, il constitue la forme fondamentale de la gestion de l'Etat exercée par le peuple ; il s'appuie sur le principe du centralisme démocratique, ce qui garantit au peuple une jouissance de la démocratie et des droits élargis ainsi qu'un exercice du pouvoir d'Etat de façon centralisée et homogène ; étant donné que les assemblées populaires exercent le pouvoir d'Etat de façon unifiée, les pouvoirs administratif, judiciaire, de contrôle juridique et de commandement des forces armées sont clairement définis, ce qui assure une cohérence de fonctionnement entre les organes du pouvoir d'Etat et les autres organes officiels chargés de l'administration, de la juridiction et du contrôle juridique.

Les représentants des assemblées populaires aux divers échelons sont élus et sont responsables devant le peuple et soumis à son contrôle. Ils proviennent des différents milieux, des différentes régions, des différentes ethnies, des différentes classes et catégories de la population. Ils peuvent, au cours de la session des assemblées populaires, exprimer pleinement leurs opinions et faire des interpellations à l'adresse des gouvernements correspondants des divers échelons ou des unités de travail relevant de ces gouvernements, et en retour ces organes d'Etat doivent répondre à ces interpellations. Les électeurs ou les unités électorales ont le droit, conformément à la procédure légale, de relever de leurs fonctions les députés qu'ils ont élus.

多党合作和政治协商制度

Le système de coopération multipartite et de consultation politique

La Chine est un pays où coexistent diverses ethnies et différents partis politiques. Avant d'adopter d'importantes mesures et de traiter des problèmes concernant l'économie nationale et la vie du peuple, le Parti communiste chinois, qui détient le pouvoir, discute toujours avec des représentants des différentes ethnies, des différents milieux, des différents partis et avec des personnalités sans-parti. C'est ce qui caractérise le système de coopération multipartite et de consultation politique mis en œuvre sous la direction du Parti communiste chinois. C'est aussi le système politique fondamental de la Chine.

En Chine, à côté du Parti communiste chinois, existent encore huit partis politiques appelés communément partis démocratiques. Il s'agit notamment du Comité révolutionnaire du Guomindang de Chine, de la Ligue démocratique de Chine, de l'Association pour la construction démocratique de la Chine, de l'Association chinoise pour la Démocratie, du Parti démocratique paysan et ouvrier de Chine, de Zhi Gong Dang de Chine, de la Société Jiu San et de la Ligue pour l'Autonomie démocratique de Taiwan. Ces partis démocratiques ne sont ni des partis exclus du pouvoir d'Etat ni des partis d'opposition. Ce sont des partis qui prennent part à la gestion des affaires politiques. Ils soutiennent, dans la politique, la direction du Parti communiste chinois. C'est un choix historique qu'ils ont fait au cours de leur coopération avec le Parti communiste chinois et dans le cadre de leur lutte à long terme. Tous ces partis démocratiques jouissent, dans le cadre des dispositions de la Constitution, de la liberté politique, de

l'indépendance organisationnelle et de l'égalité dans leur statut légal. Dans sa coopération avec tous ces partis démocratiques, le Parti communiste chinois applique le principe fondamental de « coexistence à long terme, contrôle mutuel, collaboration à cœur ouvert et partage du destin pour le meilleur et pour le pire ».

和平发展

Le développement pacifique

Depuis des millénaires, l'expression « Faire la paix, c'est la meilleure solution. » constitue toujours le fil conducteur idéologique de la société chinoise, et l'expression « L'entente n'exclut pas la différence » illustre bien l'ouverture d'esprit du peuple chinois. Depuis de nombreuses années, la Chine persévère dans la conduite d'une politique diplomatique de paix et d'indépendance, dont l'objectif consiste à préserver la paix mondiale et à promouvoir un développement commun avec le reste du monde. En 1974, Deng Xiaoping avait déjà proclamé au monde entier, lors d'une session spéciale de l'ONU, que la Chine ne prétendrait jamais à l'hégémonie. Depuis la réforme et l'ouverture sur l'extérieur, et tout en prenant en compte les changements conjoncturels du contexte international, la Chine a maintenu une position stratégique fondamentale selon laquelle la paix et le développement constituent les deux préoccupations majeures de notre époque, et a déclaré à maintes reprises et ouvertement que « la Chine n'a jamais prétendu à l'hégémonie, n'y prétend pas et n'y prétendra pas, même lorsqu'elle aura atteint l'apogée de sa puissance ». Le développement de la Chine ne sera une menace pour personne ; tout au contraire, il

apportera au monde des opportunités supplémentaires de croissance et une extension accrue des marchés. Les faits montrent que le développement économique de la Chine est en train de devenir un atout stratégique majeur et une force d'entraînement pour la croissance économique de la région Asie-Pacifique et pour le monde entier. Défendre la paix dans le monde et accélérer le développement commun sont aujourd'hui devenus une volonté étatique pour la Chine.

La voie du développement pacifique que suit la Chine consiste à profiter de l'occasion favorable de la paix mondiale pour réaliser son propre développement et de mieux maintenir et de promouvoir la paix dans le monde grâce à cette progression. Tout en participant activement à la mondialisation économique et à la coopération régionale, la Chine réalise son développement en comptant sur ses propres forces, sur la réforme et sur l'innovation mais aussi en persistant dans la mise en application de l'ouverture sur l'extérieur. En s'appuyant sur des principes d'égalité et de profits mutuels, elle développe activement ses coopérations avec les différents pays du monde. Elle persiste à concentrer son attention sur l'édification du pays et à se dévouer entièrement à son développement afin de maintenir un environnement international pacifique et un climat harmonieux et équilibré avec les pays voisins. La Chine n'a aucune ambition hégémonique, elle représente une force toujours déterminée pour maintenir la paix mondiale et promouvoir le développement pour le bien commun. En résumé, la voie du développement pacifique que suit la Chine est de s'efforcer à réaliser un développement à la fois serein, ouvert, coopératif et harmonieux.

三个代表

La Triple représentativité

La pensée importante de la « Triple représentativité » (représenter les exigences du développement des forces productives avancées en Chine, représenter la conduite du progrès de la culture chinoise avancée et représenter le plus largement possible les intérêts fondamentaux du peuple chinois) a été avancée pour la première fois, en février 2000, par Jiang Zemin, alors secrétaire général du Comité central du Parti communiste chinois et chef de l'Etat chinois lors d'une enquête effectuée dans le Guangdong. En novembre 2002, le XVI^e Congrès du Parti communiste chinois a adopté les « Statuts du Parti communiste chinois » (Révision) et défini l'importance stratégique de la pensée importante de la « Triple représentativité », du marxisme-léninisme, de la pensée de Mao Zedong et de la théorie de Deng Xiaoping en tant que guide pour l'action du Parti communiste chinois.

Représenter les exigences du développement des forces productives avancées en Chine signifie que la théorie, la ligne, le programme, les principes politiques et les divers travaux du Parti devront se conformer à la loi du développement des forces productives et traduire la volonté de promouvoir sans cesse la libération et le développement des forces productives, le développement en particulier des forces productives avancées, et d'améliorer sans cesse le niveau de vie de la population à travers le développement des forces productives. Représenter la conduite du progrès de la culture chinoise avancée signifie que la théorie, la ligne, le programme, les principes politiques et les divers travaux du Parti devront s'efforcer de matérialiser les exigences de la culture socialiste résolument

orientée vers la modernisation, le monde et l'avenir et qui se veut populaire, nationale et scientifique, de promouvoir l'élévation sans cesse croissante de la qualité idéologique et éthique et de la qualité scientifique et culturelle de toute la nation et de fournir une force motrice spirituelle et un appui intellectuel au développement de l'économie chinoise et aux progrès sociaux. Représenter le plus largement possible les intérêts fondamentaux du peuple chinois signifie que la théorie, la ligne, le programme, les principes politiques et les divers travaux du Parti devront prendre en compte les intérêts fondamentaux du peuple comme point de départ et destination, et mettre pleinement en œuvre l'initiative et la créativité des masses populaires, leur permettant de bénéficier pleinement, sur la base du développement et des progrès sociaux, des avancées économique, politique et culturelle.

科学发展观

Le concept de développement scientifique

La théorie du concept de développement scientifique a été présentée durant la troisième session plénière du Comité central issu du XVI^e Congrès du Parti communiste chinois tenue en octobre 2003. Le 27 janvier 2004, Hu Jintao, secrétaire général du Comité central du Parti et chef de l'Etat, a apporté des précisions sur le contenu complet du concept de développement scientifique : « Il faut persister à traiter l'homme comme une finalité, s'appropriier le concept de développement total, dans l'harmonie et la pérennité, et associer le développement urbain et rural, le développement entre régions, le développement économique et social, le développement harmonieux de l'homme